

INTERNATIONAL • POLOGNE

Le plan de la Pologne pour devenir le « bouclier oriental » de l'Europe

Le pays a entamé un imposant renforcement de ses infrastructures de défense aux frontières avec la Russie et la Biélorussie. Varsovie veut édifier la première armée de terre d'Europe. Mais l'équipe au pouvoir doit assumer le difficile héritage de ses prédécesseurs.

Par Jakub Iwaniuk (Varsovie, correspondance)

Publié le 02 janvier 2025 à 14h24, modifié le 03 janvier 2025 à 02h53 • Lecture 6 min.

Article réservé aux abonnés



Des barrières antichars en béton, la première section achevée des fortifications du « bouclier de l'Est » à la frontière russo-polonaise, près de Dabrowka (Pologne), le 30 novembre 2024. WOJTEK RADWANSKI / AFP

Dans son bureau au ministère de la défense, au cœur de Varsovie, le secrétaire d'Etat polonais Cezary Tomczyk paraît détendu, d'un calme qui contraste avec le dossier dont il a la charge. Ce quadragénaire expérimenté, membre de la commission parlementaire de la défense depuis 2007, s'est vu confier par le premier ministre, Donald Tusk (Coalition civique, centre droit), la supervision de l'édification du « bouclier oriental », ce vaste renforcement des infrastructures de défense le long des frontières avec

la Biélorussie et l'enclave russe de Kaliningrad, dont la construction a été lancée en grande pompe au mois de novembre 2024.

Accrochées face à lui, deux grandes cartes ornent son bureau, dont il n'hésite pas à expliciter les légendes, pourtant sensibles. « *Vous voyez ces points, ce sont les ponts que l'on peut faire sauter, en cas d'invasion*, explique-t-il. *Le bouclier se divise en trois zones : "Not go", là où l'ennemi ne peut pas passer en raison des barrières naturelles ; "Go", là où il peut passer mais avec difficulté, et "Must go", là où il est obligé de passer.* » L'infrastructure est perçue comme un rempart visant à protéger l'Europe tout entière, au-delà de la seule Pologne.

LA SUITE APRÈS CETTE PUBLICITÉ

Le dispositif, long de 700 kilomètres, devrait être opérationnel en 2028 et coûter 10 milliards de zlotys (2,3 milliards d'euros). Les zones frontalières qu'il longe sont en grande partie sauvages, bordées d'épaisses forêts, de marécages et de centaines de lacs. Elles ont toutefois leurs corridors vulnérables, comme la « porte de Brest », du nom de cette ville de Biélorussie, une bande de terre de 80 kilomètres de large, qui a servi de nombreuses fois, au cours de l'histoire, à des mouvements de troupes est-ouest. Varsovie n'est qu'à 160 kilomètres de là.

Zone profondément instable

Comme l'explique le secrétaire d'Etat, le bouclier repose sur trois piliers. En premier lieu, l'infrastructure lourde : tranchées, bunkers, fossés antichars, hérissons d'acier et de béton, ainsi que des bandes de terre destinées à être minées. Ensuite vient l'infrastructure légère : les réseaux routiers entre points stratégiques, hôpitaux et lieux de stockage, réseaux de communication, sur une zone pouvant pénétrer jusqu'à 50 kilomètres à l'intérieur du pays.

Enfin, les éléments dits de « *smart defense* » (« défense intelligente ») viennent compléter le dispositif. Il s'agit de systèmes de reconnaissance, de vision satellite, de mesures anti-drones, destinés notamment à prévenir des menaces de nature hybride. La zone frontalière avec la Biélorussie, où stationnent en permanence 6 000 soldats polonais, est profondément instable depuis l'été 2021, quand Moscou et Minsk ont organisé une nouvelle route migratoire depuis leurs consulats en Afrique et au Proche-Orient jusqu'aux forêts de Podlachie.

Lire aussi | [La Commission européenne autorise la Pologne à suspendre le droit d'asile en cas d'« instrumentalisation » des migrants](#)

Cette instrumentalisation de l'immigration est perçue comme une « *guerre hybride* » par Varsovie. Elle a entraîné la construction d'un mur de 180 kilomètres de long et 5 mètres de haut, récemment modernisé, ainsi que la mise en place d'une « zone tampon », où l'accès des médias et des ONG est strictement réglementé. A l'été 2023, les mercenaires du groupe Wagner ont multiplié les entraînements à même la frontière. L'espace aérien polonais y fait face à des violations récurrentes. « *Notre objectif est de mettre en place la frontière la plus innovante de l'Union européenne* », souligne Cezary Tomczyk.

Lire aussi | [La Pologne se tourne vers les pays nordiques et baltes pour faire bloc contre la Russie](#)

« *La Pologne doit être prête à l'éventualité d'une menace conventionnelle comme hybride. Il y va de la sécurité de toute l'OTAN* », insiste-t-il. La forme du bouclier oriental est en grande partie inspirée des expériences sur le théâtre de la guerre en Ukraine. « *Le dispositif a vocation à s'intégrer à la "ligne de*

défense baltique” lancée par les Estoniens, les Lettons et les Litوانيens. » Les Etats-Unis et le Royaume-Uni sont également « consultants » pour la mise en place de l’infrastructure.

Politique de modernisation

Cette forteresse en devenir s’accompagne d’un élan sans précédent de modernisation des forces armées polonaises. Pour 2025, le budget de la défense doit atteindre le niveau record de 4,7 % du PIB, soit 15 % à 20 % du budget de l’Etat. C’est, de loin, le taux le plus élevé au sein de l’OTAN. Selon l’Agence de l’armement polonaise, le pays s’apprête à déboursier dans les trois années à venir près de 400 milliards de zlotys (93 milliards d’euros) en achat de matériel militaire.

Mais de nombreux experts se demandent si ces ambitions sont réalistes et tenables à long terme. Pour 2024, les chiffres ont déjà été revus à la baisse. Le ministère de la défense a indiqué, début décembre, que le Fonds de soutien aux forces armées, un fonds extrabudgétaire destiné exclusivement à l’achat d’armement, ne réaliserait que 60 % de ses objectifs, portant les dépenses globales à 3,8 % du PIB au lieu des 4,2 % initialement prévus.

Lire aussi | [Dans une Union européenne affaiblie, la Pologne tente d’affirmer son leadership](#)

L’équipe libérale au pouvoir à Varsovie depuis décembre 2023 a hérité de ses prédécesseurs populistes du PiS (2015-2023) d’une situation budgétaire chaotique, particulièrement tendue en matière de dépenses de défense, mais aussi de capacités réelles des forces armées. Après la mise à l’arrêt, en 2016, de tous les programmes de modernisation adoptés par les premiers gouvernements de Donald Tusk (2007-2014) et une vaste campagne de purges qui a coûté leur poste à une cinquantaine de généraux, les forces armées polonaises ont connu une période de stagnation.

Cette dernière a duré jusqu’à l’invasion de l’Ukraine par la Russie. Le parti de Jaroslaw Kaczynski s’est alors lancé, d’une part, dans un soutien impératif à Kiev, envoyant massivement à son voisin son matériel datant de l’époque soviétique, et, de l’autre, a opté pour une politique de modernisation qui s’est traduite par des achats d’équipement tous azimuts. Le contrat passé en septembre 2022 avec la Corée du Sud, estimé à 15 milliards de dollars (14,4 milliards d’euros), le plus important contrat d’armement jamais signé par un pays européen de l’ex-bloc soviétique, a provoqué une stupéfaction teintée d’admiration au siège de l’OTAN.

Mais cette approche a rapidement été pointée du doigt par les experts pour son extravagance. Le PiS a, par exemple, signé un contrat-cadre pour acquérir 486 lance-roquettes multiples Himars. Une force de frappe considérable : l’objectif était de pouvoir « *cramer la Russie sur 300 kilomètres* », selon les mots d’un haut gradé de l’époque. Mais c’est plus que n’en possèdent les Etats-Unis et que le constructeur américain Lockheed Martin n’en a jamais construit. Le contrat coréen, de son côté, rencontre des problèmes de financement. L’armée est également loin d’avoir comblé les manques engendrés par l’envoi massif d’équipement à l’Ukraine.

« Course aux chiffres »

Pour le nouveau pouvoir, c’est un héritage difficile à assumer. « *Il s’avère que les engagements financiers pris à l’époque ont été sous-évalués, à hauteur de centaines de milliards de zlotys*, souligne Marek Swierczynski, expert en sécurité nationale au centre d’analyse Polityka Insight. *Le PiS a misé de manière démesurée sur l’achat de matériel, en négligeant totalement les ressources nécessaires pour entretenir ces équipements sur le long terme.* » La logique, dit-il, était d’avoir « *de belles machines à montrer devant la presse et dans les défilés militaires* ».

L’exemple le plus frappant est l’investissement dans 96 hélicoptères Apache, pour lesquels la Pologne a besoin de pas moins de 600 pilotes. Les centres de formations du pays en forment seulement une trentaine chaque année. L’époque du PiS s’est aussi traduite par des départs massifs des forces

armées : 9 000 soldats en moins sur un effectif de 115 000, alors même que le parti affirmait son ambition de former une « *armée de 300 000 soldats* ».

« *Sous le PiS, il y avait une propagande très efficace pour détourner l'attention de ce qui se passait réellement dans l'armée* », ajoute M. Swierczynski. Le parti n'en a pas moins imposé au pays une modernisation « *coûte que coûte* » : les dépenses de défense ne sont plus désormais subordonnées au budget de l'Etat, c'est ce dernier qui s'adapte aux besoins de l'armée. « *Par cette politique du fait accompli, la Pologne s'est engagée dans un chemin à sens unique, sans possibilité de marche arrière, sous peine d'immenses gaspillages*, souligne l'expert. *Ce n'est pas forcément un mauvais chemin, mais il est difficile de dire si c'est soutenable.* »

Lire aussi : [La montée en puissance de l'armée polonaise n'échappe pas à la logique populiste du gouvernement](#)

« *L'enjeu principal auquel est confrontée l'armée polonaise est de savoir si elle doit miser sur la quantité ou sur la qualité*, souligne pour sa part le général Miroslaw Rozanski, président de la commission sénatoriale de la défense nationale. *La classe politique est devenue quelque peu otage des slogans populistes du précédent pouvoir, avec une inquiétante course aux chiffres et aux statistiques.* » D'autant plus que, derrière la façade d'une unité nationale sur les questions de sécurité, l'actuelle opposition ultraconservatrice s'illustre par de virulentes critiques à chaque hésitation de la nouvelle équipe.

Cette situation explique les dilemmes du pouvoir actuel, entre volonté de continuité et nécessité de changer de méthode. « *Il est difficile de renégocier des contrats déjà signés*, regrette Cezary Tomczyk. *La logique d'augmentation drastique des dépenses fait l'objet d'un consensus politique, mais nous voulons remettre l'expertise de l'état-major au cœur du processus de modernisation, car les décisions prises jusque-là étaient essentiellement dictées par une logique politique.* » Il admet que la modernisation de l'armée polonaise s'apparente à « *la construction d'un avion en plein vol* ».

Jakub Iwaniuk (Varsovie, correspondance)

Le Monde Ateliers

Découvrir

Cours du soir

Géopolitique - Comprendre
la Chine de Xi Jinping

Cours du soir

Comment regarder un
tableau - Les Modernes
Anciens